



# la Lettre d'ENSEMBLE!

## Dans la rue contre les violences faites aux femmes

Les 20 et 25 novembre, nous serons, comme chaque année, dans la rue pour protester et agir contre les violences faites aux femmes. Comme chaque année il sera dit qu'une femme meurt tous les trois jours sous les coups de son conjoint ou ex-conjoint. Il sera aussi démontré que, bien souvent, la police et la justice, alertées, n'ont pas protégé la femme victime. Sans parler de la violence quotidienne à l'égard des femmes.

Cette situation est intolérable. Elle impose de se mobiliser pour que faire cesser ce scandale devienne une priorité absolue d'autant que les confinements ont aggravé le problème. C'est possible, la violence n'est pas inéluctable ! On connaît les solutions : une éducation à l'égalité dès l'enfance, l'application de l'égalité salariale permettant l'autonomie économique des femmes, une formation adéquate des personnels de police et de justice, les moyens nécessaires pour les associations ...

Pour toutes ces raisons, nous serons dans la rue en cette fin novembre. Pour que cessent ces violences. Pour que triomphe l'égalité

### Nous contacter :

 [contact@ensemble-fdg.org](mailto:contact@ensemble-fdg.org)

 @Ensemblefrontdegauche

 @Ensemble\_FdG

## COP 26 : tout ça pour ça ?



La COP 26 se termine donc avec un accord « à l'arrache » et un bilan des plus maigres. Il y avait peu d'illusions à se faire. Mais quand même ! C'est à qui aura redoublé d'effets d'annonces sur ses « engagements » à réduire ses émissions de GES, alors que les pays les plus développés et les plus pollueurs n'ont même pas respecté leurs objectifs de l'accord de Paris. Pas plus qu'ils n'ont honoré leur engagement à mobiliser 100 milliards de dollars par an dès 2020 pour aider les pays vulnérables (à comparer aux 2 000 mds de \$ de dépenses militaires mondiales en 2020 !). Les Etats Unis et l'Union Européenne (en particulier la France) ont fait capoter la mise en place d'un mécanisme de financement des dégâts irréversibles du changement climatique. C'est vraiment le bal des faux culs quand on apprend que beaucoup d'Etats ont trafiqué leurs données pour masquer leurs émissions réelles ; ou quand un Jeff Bezos, patron d'Amazon, vient pérorer à la tribune en compagnie de Macron.

Restera de cette COP 26 un ensemble de mesures non contraignantes qui reproduisent pour l'essentiel, sans véritable rupture, les engagements pris en 2015 dans le cadre de l'accord de Paris. Quant à l'engagement de sortir des énergies fossiles, il est totalement édulcoré par le texte final (sans compter l'offensive pour intégrer le gaz et le nucléaire comme énergies « vertes »). A ce train-là, on ne voit pas comment l'élévation moyenne de la température de la planète pourrait être contenue au-dessous de 1,5°C. C'est même le seuil de + 2°C qui pourrait être dépassé, les analyses laissant craindre une trajectoire vers +2,4°C.

Face à cette inertie d'Etats plus soucieux de défendre les intérêts de leurs capitalistes que de l'avenir de l'Humanité, la mobilisation populaire internationale devra monter d'un cran. Saluons celle qui s'est déroulée autour de la COP 26 à l'appel de la Coalition Climat britannique avec des dizaines de milliers de manifestant-es le 6 novembre à Glasgow. Une démonstration de force qui tranche sérieusement avec la faiblesse des manifestations « climat » en France, à quelques exceptions près (Toulouse, Nîmes...). Est-ce chez nous un effet collatéral de la pandémie, alors que 50 000 personnes se sont rassemblées le 10 octobre à Bruxelles ? Les vacances scolaires n'expliquent pas tout, pas plus que le black-out des médias. Cette situation doit interroger celles et ceux qui luttent pour une rupture écologique. Sans attendre la mise en œuvre de politiques de transformation, beaucoup s'investissent dans des actions de terrain, certes utiles. Mais cette accumulation d'expérimentations doit s'accompagner de réponses alternatives d'ensemble face au rouleau compresseur d'un capitalisme globalisé qui continue sa course mortifère.

Rédigée par les militantes et militants d'ENSEMBLE ! cette lettre propose les analyses du mouvement et des informations pour aider aux luttes et au rassemblement de celles et ceux qui pensent qu'un autre monde est possible.

## Zemmour - Danger mortel

On avait une candidature d'extrême droite menaçante, on en a deux. Certains pourraient s'en réjouir, considérant que la division dans leur camp va les affaiblir. Ce serait une profonde erreur : les deux candidatures se complètent. Leur total, dans les sondages, atteint jusqu'à 34%. Rappelons-nous que, quand Jean-Marie Le Pen fit la moitié de ce score en 2002, on descendit massivement dans la rue, inquiet.es, voire angoissé.es. Zemmour augmente le poids de l'extrême droite en prenant des voix à Marine Le Pen, mais aussi à la droite.



Surtout, il faut dénoncer la gravité de son discours. Alors que le RN tente de se « dédramatiser », Zemmour entreprend, lui, de réhabiliter... Pétain et le régime de Vichy. Le maréchal aurait, selon lui, « protégé » les Juifs français, thèse défendue à son procès par Pétain, et contredite par tous les historiens. De plus, Zemmour justifie le fait de livrer aux nazis les Juifs étrangers par cette soi-disant protection. Par là-même, il accepte que des dizaines de milliers de personnes finissent dans les chambres à gaz en fonction de leurs origines. Cela augure du traitement que ce sinistre personnage promet aux migrant.es d'aujourd'hui.

En effet, il ne se contente pas de réviser l'histoire, il propose pour demain une « remigration » massive pour éviter l'hypothétique « grand remplacement » qui menacerait la France. En attendant de pouvoir renvoyer les migrant.es, il se soucie d'interdire les prénoms étrangers ! Il précise d'ailleurs que ce sont... les Mohamed qui seraient visé.es. Ce que Zemmour veut mettre en place, c'est un climat de guerre civile. Quant aux droits des femmes, cibles de sa vindicte misogyne, ils seront éminemment menacés.

La gravité du discours et des propositions d'un candidat qui progresse dans les sondages, ajoutées à la menace Le Pen, doit inciter les progressistes, les démocrates, à se mobiliser. Mais, lutter contre la haine raciste et antisémite suppose que la gauche et les écologistes proposent, unitairement, un autre projet. Un projet pour le vivre ensemble. Un projet qui permette de changer la vie, ici et maintenant, non pas en s'en prenant à l'autre, mais par des mesures sociales.

ENSEMBLE ! sera au premier rang des mobilisations contre les idées et propositions d'Eric Zemmour et celles du Rassemblement national. Pour que toute la gauche et les écologistes se rassemblent afin d'offrir une alternative au macronisme et résister à l'extrême droite.



## Soutien aux légitimes exigences du peuple kanak !

Le Mouvement des jeunes Kanak en France, avec le Collectif solidarité Kanaky et l'AISDPK, organisait le 13 novembre un de ses rendez-vous mensuels. Cette fois Porte Dorée, devant le musée de l'immigration, ex-musée des colonies. Lieu hautement symbolique puisque là, au temps du colonialisme triomphant, furent exhibés des Kanak, dont les fresques murales ont

gardé souvenir. Il s'agissait de traiter du thème « *sortir du cadre* »: celui du colonialisme !

Contrepoint et contretemps, puisque l'heure est un retour du refoulé.

Le gouvernement a décidé d'ignorer la demande du report de la 3ème consultation référendaire portant sur l'avenir de la Nouvelle Calédonie, qu'il veut maintenir le 12 décembre. Acte d'irrespect à l'égard du peuple kanak qui, durement frappé par l'épidémie du Covid, de même que les autres populations océaniques, se consacre aux coutumes de deuil, et ne saurait s'intéresser à une impossible campagne électorale.

Pourtant pas de droit au découragement ! La mobilisation se poursuit pour exiger le report.

Comment accepter un vote sur la question « *indépendance ou maintien dans la France ?* », sans les défenseurs du Oui à l'indépendance ? Comment imaginer une Kanaky-Nouvelle Calédonie sans le peuple premier ?

Une consultation se tenant dans de telles conditions serait évidemment privée de toute validité.

Les appels en solidarité avec le peuple kanak doivent être diffusés largement, et les parlementaires invités à intervenir en ce sens.

Une réunion d'information est prévue le 9 décembre à la Bourse du travail de Paris.

